



CNE, CPE : Nous sommes tous concernés.

Grève interprofessionnelle le 28 mars,  
le retrait du CPE c'est maintenant !

**Les succès des manifestations des 16 et 18 mars sont encore insuffisants pour faire reculer le gouvernement.** Cette mobilisation qui grossit de jour en jour touche l'ensemble des secteurs de la jeunesse scolarisée. Mais le gouvernement espère le pourrissement de cette lutte.

Cette stratégie sera d'autant plus efficace que les salariés regarderont, même avec sympathie, les jeunes se battre seuls sur le CPE (et le CNE), prélude d'une remise en cause fondamentale du Code du Travail. **Il faut amplifier l'action dans la jeunesse, les lycées, les universités mais aussi et surtout chez les salariés.**

**Les jeunes ont très bien saisi les enjeux.** Ils ont compris que le gouvernement, suivant les recommandations du MEDEF, attaque le cœur du Code du Travail en remettant en cause l'existence même du contrat de travail à durée indéterminée.

Pour continuer à casser le Code du Travail, le gouvernement tente de diviser les salariés en deux camps: ceux qui entrent dans le marché du travail et qui seront soumis à de nouvelles règles de précarité et les autres dont les droits seront ensuite rapidement mis en cause au nom de "l'équité".

**Le sort du CPE dépend des salariés et de leur volonté de lutter aux côtés de la jeunesse. Avec les jeunes, défendons le Code du Travail, refusons la loi de la jungle, construisons un avenir meilleur !**

Cheminots, salariés du secteur ferroviaire, nous sommes tous concernés :

- Parce que nos enfants seront directement frappés par le CNE et le CPE
- Parce que se développent à la SNCF les emplois précaires (CDD, externalisation)
- Parce que, déjà, salariés des filiales SNCF, du nettoyage, du gardiennage, de la restauration, des CE et du CCE, ... ont des contrats de droit privé
- Parce que le CPE est un pan d'une stratégie plus globale : démantèlement du code du travail comme l'exige le MEDEF, diminution des contrôles comme le font remarquer les inspecteurs du travail, ...
- Parce que cela prépare la remise en cause du CDI, déjà programmé pour présentation au Parlement en juin 2006
- Parce que les cheminots ne pourront pas rester longtemps isolés avec un statut quand la précarité sera la règle dans ce pays.

Les jeunes montrent l'exemple.

L'Union Syndicale Solidaires, dont la fédération SUD-Rail, appelle les salariés à participer massivement aux manifestations décidées par les étudiants et lycéens jeudi 23 mars. En concertation avec la coordination étudiante, la fédération SUD-Rail prend les contacts nécessaires avec la SNCF et RFF pour que la montée nationale de ces jeunes en train à Paris le 23 mars soit facilitée.

**Les organisations syndicales de salariés, étudiantes et de lycéens appellent à faire grève dans tout le pays et pour toutes les professions le 28 mars prochain.**

**Dans ce cadre, la Fédération SUD-Rail propose de réunir l'ensemble des fédérations syndicales de cheminots pour un appel national unitaire à la grève le 28 mars prochain.**

L'Union Syndicale Solidaires dénonce les violences policières qui jalonnent les manifestations. Un militant de SUD-PTT est actuellement dans le coma suite à l'agression de la police, samedi à Paris. Nous demandons que toute la lumière soit faite et que les responsables soient poursuivis et condamnés.

## *Extraits de l'appel de la coordination nationale étudiante réunie le dimanche 19 mars 2006 à Dijon.*

La coordination nationale se félicite de la réussite des dernières journées de grève et de manifestation du 16 et du 18 mars. L'arrivée massive des lycéens dans la mobilisation, le début de mobilisation des travailleurs sont des signes que les étudiants ne seront plus seuls et que la victoire se rapproche.

70% de la population, 80% des jeunes sont maintenant opposés au Contrat Première embauche. La mobilisation massive de la jeunesse révèle une opposition plus large à la politique antisociale et répressive du gouvernement.

Nous voulons le retrait de la loi sur l'égalité des chances dans son intégralité, car elle est un concentré de cette politique, elle tente de précariser et de mettre au pas la jeunesse. La mobilisation ne devra pas non plus s'arrêter sans des reculs plus importants du gouvernement sur sa politique de précarisation des salariés : nous voulons le retrait du CNE (préalable à la mise en place du contrat de travail unique prévu par Villepin). En effet, nous n'accepterons pas dans les entreprises de moins de 20 salariés ce que nous refusons ailleurs en refusant le CPE.

Le gouvernement commence à parler de négociation. Pour nous, il ne peut y avoir de négociation, nous voulons le retrait de son attaque. Son discours est un signe de faiblesse, le signe qu'en continuant à amplifier la mobilisation, nous pouvons gagner.

C'est le mouvement de grève et de blocage des universités qui a permis que la mobilisation soit ce qu'elle est aujourd'hui. Nous appelons à poursuivre ce mouvement, nous appelons à la généralisation de la grève et du blocage de la part des jeunes, nous appelons les salariés à rejoindre ce mouvement, à aller vers une grève générale pour faire reculer ce gouvernement.

Face à la mobilisation, le gouvernement généralise lui la répression : fermetures administratives d'universités, exclusions de lycéens, répression policière sont des méthodes répressives très graves. Nous exigeons la réouverture immédiate des universités de la Sorbonne, Nanterre, Marne-la-Vallée, Metz, Lyon 2, Tours et Perpignan. Nous exigeons la libération et la levée de toutes les poursuites contre des personnes arrêtées dans le cadre du mouvement social.

La mobilisation continue en s'amplifiant. Par son entêtement, le gouvernement ne met pas seulement en jeu sa crédibilité politique, mais aussi sa légitimité à gouverner. La coordination nationale appelle à la construction et l'extension de la grève et des piquets de grève dans les facs et les lycées. Elle appelle les directions des organisations syndicales à appeler à la grève générale jusqu'au retrait de la loi sur l'égalité des chances et du CNE, et à la construire avec les étudiants et les lycéens en appelant à des assemblées générales dans les entreprises.

Elle appelle à une manifestation centrale à Paris le jeudi 23 mars vers l'assemblée nationale. Elle appelle les organisations syndicales à se joindre à cette manifestation et à aider à la montée à Paris des manifestants de province. Bien entendu, la mobilisation ne s'arrêtera pas le 23 mars.

**Les organisations syndicales de salariés, d'étudiants, de lycéens :**  
**UNEF, Cé, UNL, FIDL, CFDT, CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA**

Après la formidable ampleur de la manifestation du samedi 18 mars qui a vu descendre dans la rue plus d'1,5 millions de personnes pour obtenir le retrait du CPE et devant l'obstination du gouvernement, **les organisations syndicales d'étudiants, de lycéens et de salariés appellent à amplifier la mobilisation.**

Les organisations syndicales de salariés soutiennent la mobilisation du 23 mars initiée par les étudiants et lycéens et appellent à contribuer à sa réussite. **L'ensemble des organisations syndicales appelle le 28 mars à une journée d'action interprofessionnelle avec arrêts de travail, grèves et manifestations.**

Suite à l'appel solennel lancé dès samedi par l'ensemble des organisations syndicales, le gouvernement doit avoir la sagesse de sortir de l'impasse dans laquelle il s'est mis : il doit retirer le CPE. Ce retrait lèverait l'hypothèque à l'ouverture des négociations pour l'emploi et l'avenir des jeunes.

*Le 20 mars 2006*

